Action&Démocratie
A vos côtés et
toujours de votre côté

CFE CGC



Le PARI de l'intelligence

Élections professionnelles 2026

Une autre conception du Syndicalisme

SOMMAIRE

Une autre conception du syndicalisme

1 Action & Démocratie : une voix qui grandit dans l'Éducation nationale

2 La politique qui nous rassemble : reconstruire l'École

3 Indépendant mais pas isolé : Action & Démocratie dans la CFE-CGC

4 Porter votre voix au-delà de l'Éducation nationale : défendre les personnels et reconstruire l'École

Une autre conception du syndicalisme

Action & Démocratie : UNE VOIX QUI GRANDIT DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Action & Démocratie est un syndicat de l'Éducation nationale. Cette évidence dit déjà beaucoup de ce que nous sommes : notre organisation est née du terrain, de personnels qui connaissaient l'École parce qu'ils y travaillaient et qui ne se reconnaissaient plus dans les organisations syndicales existantes.

Depuis, Action & Démocratie a grandi. D'abord implanté parmi les enseignants du lycée professionnel puis de l'ensemble du second degré, le syndicat s'est progressivement ouvert et développé auprès de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. Professeurs des écoles, enseignants du second degré de tous les corps, personnels de direction, d'éducation, administratifs, sociaux et de santé, PsyEN, AESH, AED, agents contractuels : **nous sommes d'abord ceux qui font l'École et la font vivre, et qui entendent reprendre la parole sur ce qu'elle doit être à ceux qui ne savent qu'en parler, la réformer ou la réinventer sans cesse.**

Car Action & Démocratie ne s'est jamais contenté d'être un syndicat de défense individuelle ou de gestion des carrières. **Nous défendons aussi une certaine idée de l'École qui doit avoir pour centre l'instruction et la transmission des savoirs ; nous voulons remettre le bon sens éducatif au cœur d'une institution qui l'a trop souvent sacrifié à la fuite en avant réformiste, aux modes pédagogiques et à la démagogie.** Face à la perte des repères, à l'affaiblissement des exigences et au déclassement de notre système éducatif, nous refusons de considérer le déclin comme une fatalité. Notre ambition est au contraire de **refaire de l'École de la République une fierté française.**

« Nous ne voulons pas seulement mieux défendre les personnels dans une École qui va mal : nous voulons aussi contribuer à changer ce qui la fait aller mal. »

Une telle ambition ne peut se nourrir de discours abstraits ni se construire loin des réalités quotidiennes de l'École. Elle exige au contraire de rester au contact de ceux qui les connaissent parce qu'ils les vivent. Action & Démocratie s'est ainsi développé

en conservant une organisation profondément ancrée dans les académies et au plus près des personnels. Nos responsables et nos représentants sont d'abord des collègues qui continuent d'exercer leur métier. Ils accompagnent individuellement ceux qui nous sollicitent, interviennent auprès de l'administration, défendent les personnels confrontés à une difficulté et font remonter jusqu'au niveau national ce que les statistiques et les tableaux de bord ne montrent pas.

Cet ancrage n'empêche nullement de porter la parole du terrain au plus haut niveau, bien au contraire. Action & Démocratie intervient auprès du ministère, siège au Conseil supérieur de l'éducation et porte également la voix des personnels au-delà de l'Éducation nationale grâce à son appartenance à la CFE-CGC. Nous verrons plus loin comment cette articulation nous permet d'être présents là où se discutent aussi les grandes questions concernant l'ensemble de la fonction publique.

Action & Démocratie a grandi sans renoncer à ce qui avait justifié sa naissance. Nous ne voulons pas seulement mieux défendre les personnels dans une École qui va mal : nous voulons aussi contribuer à changer ce qui la fait aller mal. Défendre ceux qui font l'École et rendre à l'École sa nature, ses exigences et son efficacité : c'est cette double ambition qui donne son sens à notre engagement.

La politique qui nous rassemble : RECONSTRUIRE L'ÉCOLE

Le mot « politique » serait-il devenu un gros mot ? À l'instar du mot « instruction », il semble parfois qu'il faille s'en excuser ou s'en défendre. Nombre d'organisations se proclament ainsi « apolitiques », comme si cette profession de foi suffisait à garantir leur indépendance. **L'apolitisme proclamé masque d'ailleurs souvent des choix politiques qui ne disent pas leur nom.**

Un syndicat de l'Éducation nationale fait nécessairement de la politique dès lors qu'il se prononce sur ce que l'École doit enseigner, sur les exigences qu'elle doit maintenir, sur l'autorité qu'elle reconnaît à ses personnels, sur la valeur de ses diplômes ou sur les moyens que la Nation décide de lui consacrer. **Choisir ce que nous voulons transmettre aux générations qui viennent et décider de l'École que nous voulons pour elles est même un acte profondément politique,** au sens le plus élevé du terme.

Ce que nous refusons, ce n'est donc pas la politique : **c'est la politique partisane.** Action & Démocratie n'est le relais d'aucun parti, d'aucun candidat ni d'aucune idéologie extérieure à son objet syndical. Nos adhérents et nos responsables sont des citoyens libres, avec leurs convictions personnelles, qui n'ont pas à franchir avec eux la porte du syndicat. **La politique qui nous rassemble est celle de l'École.** Et sur ce terrain, nous avons effectivement un parti pris : nous voulons la reconstruire.

> *« Nos adhérents et nos responsables sont des citoyens libres, avec leurs convictions personnelles, qui n'ont pas à franchir avec eux la porte du syndicat. »*

Nous pensons que l'École est faite pour instruire. Cette affirmation pourrait sembler aller de soi ; elle ne va pourtant plus de soi depuis longtemps. À mesure que le niveau baisse et que les horaires disciplinaires se réduisent, les missions nouvelles s'accumulent. Les « éducations à » se multiplient, les dispositifs s'empilent et certains syndicats se félicitent de cette multiplication des heures de rien, comme si l'École pouvait indéfiniment tout prendre en charge tandis que le temps consacré à l'enseignement proprement dit se réduit comme la peau de chagrin.

Nous faisons le choix inverse. Le temps de l'École doit d'abord être celui de l'instruction, de la transmission des savoirs, de la maîtrise de la langue, de la

formation du jugement et de l'accès à la culture. L'École n'émancipe pas l'élève en renonçant devant ce qu'il ne sait pas encore ; elle l'émancipe précisément en lui permettant d'accéder à des connaissances, une langue et une culture qu'il n'aurait peut-être pas rencontrées sans elle.

Certaines batailles menées au Conseil supérieur de l'éducation pourraient prêter à sourire si elles n'étaient pas aussi révélatrices. Nous avons vu des organisations syndicales revendiquer la suppression du point-virgule dans le programme de français du cycle 3, ou encore celle de l'expression « à bon escient », qui serait selon elles une manière de faire violence aux élèves ! Ces exemples peuvent paraître dérisoires. Ils disent pourtant beaucoup : à force de vouloir mettre les exigences à la portée de l'élève, on finit par ne plus chercher à mettre l'élève à la hauteur des exigences. Le bon sens éducatif commande non de demander toujours moins, mais d'apprendre davantage ; non de dissimuler les difficultés derrière les artifices de l'évaluation, mais d'aider à les surmonter ; non de dévaloriser les diplômes pour augmenter artificiellement le nombre de diplômés, mais de leur rendre une valeur qui protège d'abord ceux qui les obtiennent.

> *« Nous avons vu des organisations syndicales revendiquer la suppression du point-virgule dans le programme de français du cycle 3, ou encore celle de l'expression « à bon escient », qui serait selon elles une manière de faire violence aux élèves ! »*

Reconstruire l'École suppose donc de rompre avec la fuite en avant réformiste, les modes pédagogiques et la démagogie qui ont progressivement brouillé sa mission et effacé ses repères. Cela suppose de rendre toute leur place au savoir et aux disciplines, de restaurer l'autorité des adultes, de redonner aux professeurs leur liberté pédagogique, de remettre à plat une école inclusive qui génère trop souvent de la souffrance, faute de moyens mais surtout de structures adaptées, et enfin d'encadrer le numérique et l'intelligence artificielle au lieu de les subir.

Voilà notre politique. Elle peut nous conduire à approuver une mesure proposée par un gouvernement comme à en combattre une autre portée par le même, sans nous demander auparavant de quel camp elle vient. **Nous ne jugeons pas une réforme à l'étiquette politique de ceux qui la proposent, mais à ses effets sur l'École, ses personnels et ses élèves. Et, franchement, nous ne craignons pas de dire ici que nous sommes le seul syndicat à suivre cette éthique.**

C'est aussi pourquoi notre indépendance, qui ne se proclame pas par le mot commode et néanmoins confus d' « apolitisme », se prouve par notre liberté

de jugement et le respect de celle de nos adhérents et de nos collègues, à qui, contrairement à d'autres, nous n'adressons aucune consigne de vote lors des élections politiques. Action & Démocratie ne demande à personne de partager d'autres convictions que celles qui fondent notre engagement syndical : rendre à l'École de la République sa finalité, ses exigences et son efficacité ; rendre à ceux qui la font vivre la fierté et la position dans la société qu'ils n'auraient jamais dû perdre.

Indépendant mais pas isolé : ACTION & DÉMOCRATIE DANS LA CFE-CGC

Action & Démocratie est un syndicat exclusivement consacré aux personnels de l'Éducation nationale. Mais nombre des décisions qui déterminent leur rémunération, leur retraite, leur protection sociale, leurs droits ou leurs conditions de travail ne se prennent pas au ministère de l'Éducation nationale. Elles se décident au niveau de la fonction publique, parfois même dans le cadre de négociations concernant l'ensemble des salariés. C'est tout le sens de notre appartenance à la **CFE-CGC.**

La CFE-CGC est l'une des cinq confédérations syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel, avec la CFDT, la CGT, FO et la CFTC, ce que ne sont ni l'UNSA, ni la FSU, ni SOLIDAIRES par exemple. Cette représentativité lui permet de participer aux grandes négociations nationales sur les salaires, les retraites, la protection sociale, l'emploi, la formation ou les conditions de travail. Elle lui donne également une place dans les grandes instances du dialogue social et au Conseil économique, social et environnemental.

> *« nous bénéficions de la force, de l'expertise et de la capacité d'intervention d'une confédération représentative dans des domaines qui dépassent nécessairement notre seul ministère. »*

Il faut ici distinguer trois niveaux. **Action & Démocratie est le syndicat** de la CFE-CGC qui représente les personnels de l'Éducation nationale. Il appartient à la **Fédération CFE-CGC des services publics,** qui rassemble des syndicats des différentes fonctions publiques et établissements publics. Cette fédération appartient elle-même à la **Confédération CFE-CGC,** qui rassemble des organisations de tous les secteurs professionnels.

Cette organisation nous permet de rester pleinement maîtres de nos positions sur l'Éducation nationale tout en portant la voix de ses personnels bien au-delà de notre ministère. Lorsqu'il est question du point d'indice, des retraites, de la protection sociale complémentaire, des congés maladie ou plus généralement du statut et des droits des agents publics, **nous ne sommes pas enfermés dans un face-à-face avec la seule administration de l'Éducation nationale.**

Et cette appartenance n'est pas seulement institutionnelle. Action & Démocratie a pris au fil des années une place croissante au sein de la Fédération des services publics, dont nous sommes aujourd'hui la troisième organisation, derrière Alliance

et le Syndicat national des métiers de l'emploi. Notre président national siège à son comité directeur et notre vice-président national à son Bureau fédéral, où il représente la fonction publique de l'État.

Nous participons donc directement à l'élaboration des positions fédérales et pouvons y porter les sujets propres aux personnels de l'Éducation nationale. Inversement, nous bénéficions de la force, de l'expertise et de la capacité d'intervention d'une confédération représentative dans des domaines qui dépassent nécessairement notre seul ministère.

Être indépendant ne signifie pas être seul. Notre appartenance à la CFE-CGC nous permet précisément de conjuguer les deux : conserver notre liberté de parole et de décision sur l'École tout en donnant à cette parole une portée qu'un syndicat isolé ne pourrait avoir.

Porter votre voix
AU-DELÀ DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Appartenir à la CFE-CGC ne nous donne pas seulement accès à une confédération représentative : cela nous permet d'agir là où se prennent des décisions qui concernent directement les personnels de l'Éducation nationale, mais qui ne dépendent pas de leur ministère.

Cela nous permet aussi de ne pas nous arrêter aux frontières de l'Éducation nationale lorsqu'elles ne correspondent pas à celles de votre carrière. C'est particulièrement vrai pour les personnels appartenant à des corps interministériels, notamment les administratifs, qui peuvent exercer successivement dans plusieurs ministères. Un adhérent d'Action & Démocratie qui rejoint une autre administration ne doit pas se retrouver soudain privé d'accompagnement : notre appartenance à la Fédération CFE-CGC des services publics nous permet de nous appuyer sur un réseau de syndicats présents dans l'ensemble de la fonction publique.

« Être entendu rue de Grenelle ne suffit donc pas lorsque la décision se prend ailleurs. »

Mais dépasser les frontières de l'Éducation nationale, c'est aussi porter à l'échelle de la fonction publique des revendications qui ne peuvent trouver de réponse au seul niveau de notre ministère : rémunérations, retraites, protection sociale, congés maladie, droits statutaires… Sur tous ces sujets, les décisions se prennent d'abord au niveau du ministère chargé de la Fonction publique et parfois dans un cadre plus large encore ou à Matignon ou à l'Élysée. Être entendu rue de Grenelle ne suffit donc pas lorsque la décision se prend ailleurs. Notre place au sein de la Fédération CFE-CGC des services publics nous permet précisément d'y porter les préoccupations propres aux personnels de l'Éducation nationale.

Nous avons ainsi mis en avant la nécessité de reconnaître réellement **l'usure professionnelle** dans la fonction publique, défendu la création d'une **indemnité de logement** pour les agents affectés dans les territoires où le coût du logement devient incompatible avec leur rémunération, demandé le **rétablissement du plein traitement pendant les congés maladie** ou encore porté nos propositions pour rendre la **protection fonctionnelle** véritablement effective. Ces revendications ont vocation à être défendues là où elles peuvent trouver une traduction pour l'ensemble des agents publics, et non à rester enfermées dans le seul périmètre de l'Éducation nationale.

Notre capacité à intervenir à toutes les échelles s'est illustrée dernièrement en avril 2026, lorsque nous avons participé, au sein d'une délégation de la Fédération CFE-CGC des services publics, à une audition au Sénat consacrée à la souffrance psychique au travail. Aux côtés de représentants de la santé et de la police nationale, **Action & Démocratie y a porté la situation particulière des personnels de l'Éducation nationale :** perte de sens, injonctions contradictoires, multiplication des tâches périphériques, insuffisance de la médecine de prévention, mais aussi nécessité de reconnaître l'usure professionnelle et de traiter les causes de la souffrance plutôt que d'en gérer seulement les conséquences.

C'est exactement ainsi que nous concevons notre place dans la CFE-CGC. Nous y apportons notre connaissance de l'Éducation nationale ; elle nous permet de porter cette expertise là où notre seul ministère ne suffit plus. Et lorsque les difficultés vécues par un professeur, un AESH, un personnel de direction, administratif ou de santé rejoignent celles rencontrées ailleurs dans la fonction publique, leur donner une dimension collective renforce considérablement notre capacité à les faire entendre.

Action & Démocratie peut ainsi agir à plusieurs niveaux sans jamais confondre les rôles : dans les académies au plus près des personnels, au ministère sur les questions propres à l'Éducation nationale, dans la Fédération sur celles qui concernent les agents publics et, par la CFE-CGC, dans les grandes négociations nationales.

Parce que défendre efficacement les personnels de l'Éducation nationale suppose aussi de savoir porter leurs intérêts là où les décisions se prennent.



Action&Démocratie

Action&Démocratie / CFE-CGC

Secrétariat national (pour toute correspondance) :
9 rue de la Charente - 68270 WITTENHEIM

Siège social :
142 rue de Rivoli - 75001 PARIS

Tél. **09 50 88 61 54** ou **07 71 78 84 52**

adnational@actionetdemocratie.com

https://actionetdemocratie.com